



14 novembre pour l'emploi et la solidarité en Europe

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération Européenne des Syndicats le 14 novembre 2012 pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France, le nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes, les plans de licenciements se multiplient. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux. La cohésion sociale, le dialogue social et le respect des valeurs garantis par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même. En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous. L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. **La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes.** Cela implique :

→ *une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;*

→ *la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;*

→ *des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;*

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe et en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.

**Les organisations CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent à un rassemblement le mercredi 14 novembre de 11 H à 14 H
A la Roche sur Yon devant la Préfecture**

Les organisations CGT, FSU, et Solidaires appellent à la grève

En Vendée aussi, les politiques « austéritaires » ont des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des salariés et des retraités : licenciements, chômage, précarité, surendettement, pouvoir d'achat en berne...quelques exemples

Le chômage est en progression : avec un taux de chômage à 8,1 % en Août 2012, soit près de 43 000 demandeurs d'emploi, la Vendée est sévèrement touchée par la crise avec une progression de plus de 11 % en 1 an. L'emploi salarié diminue dans le département (- 0,8 % en 1 an).

L'industrie est particulièrement impactée en Vendée conséquence de la mise en concurrence des peuples européens entre eux. Tout comme les services aux entreprises (propreté, informatique, ...), la mise en œuvre de chômage partiel (SERTA à la Roche sur Yon) et les plans sociaux se succèdent : plan social chez Cougnaud (Aizenay) avec 98 emplois menacés... et d'autres en suspens (Terra Lacta, Doux, Webasto, ...). **La baisse d'activité gérée par des actionnaires peu scrupuleux dans certains sites industriels est une menace à court terme sur l'emploi dans le département** : Fagor-Brandt avec le projet de délocalisation de fabrication du lave-vaisselle en Pologne ; Michelin avec une baisse d'activité prévue sans pour autant rechercher des solutions à long terme pour pérenniser le site.

La situation est également catastrophique sur le bassin d'emploi de Fontenay le Comte : après SKF (360 salariés) et Thoinard (187 salariés) il y a 3 ans, la liquidation de Plysorol avec le licenciement de 115 salariés dans l'établissement de Fontenay, la SAMRO est placée en liquidation judiciaire le 23 octobre par le tribunal de commerce et 190 emplois sont menacés ; l'endettement et les erreurs stratégiques du groupe ne laissent rien de présager de bon pour l'avenir du site.

La situation n'est pas meilleure sur le bassin d'emploi Vendée Ouest avec 11% de chômage !

Conséquence du chômage de masse et de la faiblesse des salaires, le nombre de dossier de surendettement en Vendée a explosé en 2011 avec une augmentation de 15 % ; désormais les classes moyennes sont également touchées.

Les services publics sont également concernés, conséquences des choix budgétaires des gouvernements successifs : suppressions d'emplois, de missions, « restructurations », rendent de plus en plus difficiles les conditions de travail des agents aux salaires bloqués depuis juillet 2010 et l'accès à des services publics de qualité pour les usagers.

L'austérité n'est pas la solution, c'est le problème !

Il n'y a pas de fatalité, d'autres choix économiques et budgétaires en France et dans l'Union Européenne sont possibles et nécessaires.

En nous mobilisant, nous imposerons d'autres choix !